



Migration Ville-à-Ville en Méditerranée

Dialogue, Connaissances et Action

Activité sous régionale d'apprentissage entre pairs

Bâtir la Confiance grâce à une Coopération Renforcée: le Rôle de la Société Civile dans la Gouvernance Urbaine de la Migration

25-26 juin 2019, Salle Municipale, Sfax

Résumé des discussions

Contexte

Ce document résume les résultats de l'activité sous régionale d'apprentissage entre pairs dans le cadre du projet de Migration Ville-à-Ville en Méditerranée (MC2CM), organisée sous les auspices de la **municipalité de Sfax** du 25 au 26 juin 2019. L'activité a réuni plus de 60 participants venus d'environ 30 municipalités et associations gouvernementales locales, de 16 organisations de la société civile (OSC), de la section régionale pour l'Afrique de la CGLU (Cités et Gouvernements Locaux Unis-Afrique), ainsi que des experts et des représentants d'organisations internationales. Les participants ont été sélectionnés selon une démarche de candidature concurrentielle. (Le programme est disponible [ici](#)).

Cette deuxième activité sous régionale d'apprentissage entre pairs a abordé la question de la coopération entre les municipalités et les OSC pour améliorer la gouvernance en matière de migration. La portée thématique découle des recommandations et des priorités énoncées par les villes participantes lors de la réunion de lancement de la phase II du projet (Vienne, octobre 2018). Les villes et les OSC présentes à cet événement font face à divers défis liés à la migration et aux déplacements forcés, en commençant par les localités qui ont récemment accueilli des flux de réfugiés sans précédent en passant par les municipalités situées dans les régions de départ ou de transit des migrants en partance vers l'Europe et/ou vers d'autres destinations où les migrants d'Afrique subsaharienne s'installent de plus en plus. Cette diversité de situations a une incidence sur la forme de coopération entre les villes et les OSC avec les entités locales et sur la forme de coordination entre elles.



Les discussions se sont déroulées sous la règle de Chatham House, c'est-à-dire qu'hormis les déclarations officielles et les études de cas présentées, les commentaires issus des discussions et les échanges d'idées n'ont pas été révélés.

Les photos de l'activité sont disponibles [ici](#).

Ouverture officielle et discours de bienvenue

M. Mohamed Aydi, Chef de la Coopération Décentralisée et des Affaires Extérieures représentant la municipalité de Sfax, a souhaité la bienvenue aux participants au nom du maire Mounir Elloumi, soulignant le rôle de Sfax dans l'accueil des migrants et des réfugiés, en particulier pendant la guerre civile libyenne en 2011. M. Aydi s'est également félicité du travail des OSC locales, qui s'impliquent davantage pour venir en aide aux migrants vulnérables à Sfax.

Mme Leila Garbouj, Chargée de Programmes au Bureau de la Coopération Suisse en Tunisie, a souligné l'intérêt accordé par la coopération suisse aux activités menées par les OSC tunisiennes et relatives à la migration. Mme Garbouj a encouragé le dialogue constructif autour des avantages et des inconvénients de la migration pendant cette activité.

Mme Donya Smida, Cheffe du Bureau de l'ICMPD à Tunis et Cheffe du projet ProGreS Migration, a expliqué le rôle de l'ICMPD en Tunisie et a mis en exergue l'approche novatrice adoptée par le projet MC2CM pour explorer la gouvernance à plusieurs niveaux en matière de migration, ainsi que le lien entre la migration et l'urbanisation.

M. Mohamed Boussraoui, Directeur des programmes à CGLU, s'est félicité de la tenue de la réunion qui rassemble les municipalités et les OSC au moment opportun autour des derniers développements en matière de gouvernance de la migration au niveau mondial. Il a indiqué que la phase actuelle du projet MC2CM a démontré la valeur ajoutée de l'échange de connaissances entre les villes et a encouragé le renforcement de la communauté de pratique de CGLU sur la migration. M. Boussraoui a conclu que le projet MC2CM est fondamental pour enrichir le travail de plaidoyer de CGLU.

M. Lamine Abbad, Chef de Projet chez ICMPD (Centre international pour le développement des politiques migratoires), a présenté les objectifs de l'activité et la méthodologie des séances. M. Abbad a souligné l'importance de partager les pratiques et expériences locales entre les villes et les OSC confrontées à des défis similaires.

Concepts clés et définitions

Mme Camille Le Coz, Analyste des Politiques à l'Institut des Politiques Migratoires-Europe, a présenté les concepts clés sur la contribution des OSC à la gouvernance urbaine de la migration, en s'appuyant sur [le document de référence](#):

- Les municipalités sont souvent à l'avant-garde de l'accueil et de la fourniture d'assistance aux nouveaux arrivants - en particulier les plus vulnérables - et ont généralement besoin du soutien des OSC pour fournir les services adéquats à temps. Les villes ont également été de plus en plus impliquées dans la conception et la mise en œuvre de stratégies d'intégration et sont désormais plus engagées dans la promotion de la diversité.
- Au cours des dernières années, les OSC ont joué un rôle actif dans le domaine de la migration, principalement en: (i) sensibilisant aux droits des migrants, en soutenant par exemple le processus d'accueil des nouveaux arrivants; (ii) améliorant l'accès des migrants aux services, soit au moyen d'une assistance spécifique, soit en les mettant en relation avec l'aide d'urgence existante; et enfin (iii) en promouvant l'inclusion sociale et la participation

politique des migrants par leur participation aux assemblées locales ou par la création de forums interculturels.

- La coopération entre les municipalités et les OSC est généralement axée sur deux domaines principaux: le partage d'informations ainsi que la contribution à la conception des opérations et des politiques. Ce travail en commun ne porte pas toujours ses fruits, d'autant plus qu'il existe des risques en termes de manque de coordination ainsi que de divergence au niveau des objectifs et des mandats entre ces entités. Les principales difficultés proviennent généralement (i) des incohérences des politiques; (ii) des limitations en termes de financement, de mécanismes de transparence et de durabilité; (iii) du niveau de réponse aux besoins émergents; (iv) du degré d'indépendance des OSC lorsqu'elles dépendent du financement public; et (v) des domaines ayant besoin de plus de renforcement des capacités et de la professionnalisation des OSC et des acteurs locaux.

Partenariats entre les villes et les organisations de la société civile - Bonnes pratiques du terrain

Les villes et les OSC ont défini leur rôle respectif face aux défis existants au niveau local. Les participants ont cartographié les besoins des migrants en déplacement - allant de l'accès aux abris d'urgence à la nourriture et aux conseils juridiques - en insistant sur le fait que les enfants et les femmes constituaient des groupes particulièrement vulnérables. Les parties prenantes des municipalités et de la société civile ont convenu qu'elles devraient s'unir pour répondre aux besoins des migrants et des communautés d'accueil.

Les représentants des OSC et des municipalités ont ensuite partagé leurs expériences du terrain et leurs meilleures pratiques. Au total, 10 initiatives ont été présentées ([ici](#)) dans le but commun de promouvoir le dialogue interculturel et de répondre aux besoins des migrants, qu'ils soient des réfugiés, des déplacés internes, des migrants en transit et/ou de nouveaux résidents. Les thèmes des présentations ont porté sur les trois principaux domaines dans lesquels les OSC et les villes travaillent ensemble:

- Comment fournir une assistance d'urgence aux migrants et aux réfugiés dans les situations d'urgence (par exemple à la frontière libanaise avec la Syrie, en Libye);
- Comment faciliter l'accès des migrants aux services de base (par exemple, Caritas à Sfax);
- Comment promouvoir la diversité et le dialogue interculturel dans les villes accueillant des migrants et des réfugiés (par exemple, Meknès, Málaga).

Principaux Défis de la Coordination Entre les Municipalités et les OSC

Après avoir cartographié les domaines où les OSC et les municipalités travaillent ensemble, la séance animée par **Mme Lina Gast, Responsable de la Formation à CGLU**, s'est concentrée sur les problèmes de coordination entre ces acteurs. Cinq grands défis ont émergé du débat:

- Les municipalités et les OSC ont estimé que **le manque de données** sur le nombre et le profil des migrants constitue l'une des principales difficultés pour adapter les politiques et les



interventions locales. Un meilleur partage des informations et la rédaction de profils migratoires au niveau des villes ont été discutés afin de résoudre ce problème

- **Des cadres juridiques inadéquats** ont également été signalés comme un défi majeur pour les OSC et les municipalités. Les villes ont présenté les difficultés qu'elles rencontraient pour s'acquitter de leur mandat en tant qu'autorités centrales souvent défaillantes; par conséquent, il a été suggéré que les municipalités s'efforcent de les impliquer davantage par rapport à ce qui est requis par la loi. Le manque de financement doit également être pris en compte comme un autre défi.
- **Manque ou limitation de compétences des autorités locales** concernées par les problèmes de migration. Cela s'ajoute aux **ambiguïtés** des cadres juridiques nationaux, et plus particulièrement à la zone grise entre ce qui est légal et ce qui est toléré. Par exemple, certaines ONG ont indiqué qu'elles ne pouvaient pas, en théorie, venir en aide aux migrants sans papiers parce qu'ils sont en situation irrégulière, alors que ce groupe est extrêmement vulnérable et nécessite souvent une assistance d'urgence. De la même manière, plusieurs villes ont signalé que certaines catégories de migrants ou de réfugiés n'ont pas le droit de travailler mais que les entrepreneurs locaux les embauchent toujours localement (quoique souvent à un salaire inférieur). À cela s'ajoute également le défi posé par les inadéquations entre les programmes de migration et les besoins réels des migrants.
- Les OSC et les villes qui ont connu d'importants flux de réfugiés ou de migrants au cours des dernières années ont également discuté de la nécessité de **mieux gérer les crises à l'avenir** et de travailler ensemble à l'élaboration de plans d'urgence, à une meilleure identification des alertes rapides et à la coordination de leurs interventions sur le terrain. Une communication insuffisante entre les acteurs de la ville et la communauté urbaine, notamment en l'absence de réseaux de migration urbaine, aggrave la situation davantage.
- Le dernier défi soulevé a été le manque d'expérience de certaines OSC et **le degré récent de coopération entre elles et les autorités locales** dans certaines régions. Dans des pays comme le Maroc, les OSC sont actives depuis des décennies et ont l'habitude de travailler avec les municipalités, de solliciter des fonds, de gérer des projets et de rendre compte de leurs activités. À titre de comparaison, des ONG indépendantes en Tunisie ou en Libye ne font qu'émerger et nombreuses sont celles qui doivent encore faire valoir leurs compétences et traverser une phase de consolidation et de professionnalisation. Dans un pays comme la Tunisie, la démocratie locale est également nouvelle et la coopération entre les villes et les acteurs de la société civile n'est encore qu'à ses débuts.

Recommandations pour Assurer une Coordination Durable, Flexible et Efficace entre les Villes et les OSC

Au cours de la séance finale présidée par **M. Jesus Salcedo, Expert Associé à ONU-Habitat**, les participants ont exploré les moyens de progresser vers une coordination plus durable, flexible et efficace. Les priorités suivantes ont été identifiées:

- **Cadre juridique:** Bien que les participants aient reconnu que cette action appartenait au niveau national, ils ont convenu qu'ils pourraient continuer à plaider en faveur d'un

renforcement de leur rôle dans la gouvernance de la migration aux niveaux national et international.

- **Coordination et partenariats entre les OSC et les villes:** S'appuyant sur les bonnes pratiques de plusieurs villes, les participants ont convenu que des réunions de coordination régulières entre les OSC - et également avec les autorités locales - étaient essentielles pour établir des mécanismes efficaces de coopération et de partage d'informations. Plusieurs participants ont appelé au développement de partenariats formels entre les villes et OSC, afin de conférer un statut spécial aux OSC dignes de confiance et de faciliter leur accès au financement. À terme, cette coordination et ces partenariats devraient alimenter une stratégie commune au niveau local.
- **Renforcement des capacités des agents locaux travaillant dans le domaine de la migration:** Comme indiqué par les participants, les fonctionnaires au niveau local manquent souvent de connaissances sur les droits des migrants et des réfugiés; par conséquent, le renforcement de leurs capacités à cet égard peut constituer une base solide pour une coordination constructive entre les villes et les OSC.
- **Inclusion des communautés d'accueil et assistance à tous les groupes vulnérables:** Comme souligné par plusieurs municipalités, la présence de migrants peut parfois se transformer en source de tension au sein des communautés d'accueil. Cela peut ensuite générer des désaccords entre les autorités locales et les OSC, lorsque la ville doit accorder la priorité à d'autres besoins que ceux des migrants. Une voie à suivre consisterait à accroître la sensibilisation et le dialogue entre les communautés d'accueil et les migrants, afin de promouvoir une meilleure cohésion au niveau local et, en définitive, une coordination renforcée de l'assistance fournie à tous les groupes vulnérables.
- **Pragmatisme:** Tout au long de l'activité, les participants ont signalé le manque de ressources pour répondre aux besoins des migrants. Les OSC ont déclaré qu'elles manquaient souvent de fonds pour subvenir aux besoins des migrants. De même, les municipalités ont reconnu qu'elles devaient parfois donner la priorité à d'autres problèmes, tout en faisant face à des contraintes budgétaires. En bref, une meilleure coordination et un meilleur dialogue entre les municipalités et les OSC devraient également se traduire par plus de pragmatisme quant à ce qui peut être réalisé localement, à la lumière des ressources limitées, et des autres problèmes urgents que la ville doit résoudre.

Principaux enseignements et voie à suivre

1. **Des cadres juridiques adéquats sont essentiels pour soutenir une gestion efficace des opportunités et des défis associés à la migration.** Le rôle des OSC dans le domaine de la migration et le statut des migrants et des réfugiés doivent être clairement définis par un cadre juridique.
2. **Les OSC sont un acteur clé dans le partage d'informations et de bonnes pratiques.** En raison de leur présence sur le terrain, les OSC sont dans une position unique pour partager les données avec les villes et pour soutenir l'élaboration de politiques et de procédures connexes, outre la planification d'urgence.

3. **Les OSC sont des partenaires essentiels dans la fourniture de services aux groupes vulnérables au niveau local, aux migrants et aux non-migrants.** Diverses organisations de la société civile possèdent une expertise dans la fourniture d'un soutien d'urgence aux personnes dans le besoin, quel que soit leur statut. Cela comprend la facilitation de l'accès aux services de base tels que la santé et l'éducation, ainsi que l'amélioration de l'accès à l'emploi.
4. **Une bonne coordination peut être améliorée grâce à un mécanisme formalisé.** Comme en témoignent plusieurs initiatives au niveau local, il existe divers mécanismes de coordination pour partager des informations, des idées et des projets. Ceux-ci sont souvent ad hoc et doivent être formalisés- en particulier dans les pays où l'émergence d'OSC indépendantes et de la démocratie locale est récente et où cette culture de coopération n'existe pas encore.
5. **Les villes et les OSC peuvent avoir des priorités différentes, mais elles doivent converger vers des objectifs communs.** Tous les acteurs locaux doivent trouver un terrain d'entente et comprendre les contraintes et les limites auxquelles sont confrontés leurs homologues.

Remarques de clôture

M. Lamine Abbad, Chef de Projet chez ICMPD (Centre international pour le développement des politiques migratoires), a réitéré que les défis associés à la migration appelaient à une meilleure coopération entre les responsables locaux et les organisations de la société civile; il a ajouté que cela nécessitait des mécanismes de coordination formels ainsi que la reconnaissance des contraintes internes des deux côtés.

M. Mohamed Aydi, Chef de la Coopération Décentralisée et des Affaires Extérieures représentant la municipalité de Sfax, a rappelé que Sfax avait fait face à des difficultés liées aux flux migratoires imprévus et non gérés, mais a salué la coopération avec la société civile qui constitue une occasion pour améliorer la gouvernance locale à plusieurs niveaux.

Annexe: Exemples de Pratiques de Coopération entre les OSC et les Villes du projet MC2CM

Exposition interculturelle: Afrique 2017 à Nador

La municipalité de Nador et l'Association *Thissaghnessse pour la Culture et le Développement* (ASTICUDE) ont collaboré ensemble pour promouvoir Nador en tant que ville inclusive et multiculturelle. L'objectif de cette collaboration était de montrer comment les migrants contribuent à la culture locale et les partenaires ont donc décidé d'organiser régulièrement des expositions interculturelles. Un large éventail d'autres acteurs ont été impliqués, y compris les ministères, les bailleurs de fonds et les communautés de migrants. Comme indiqué lors de l'événement, ASTICUDE et la municipalité ont mis en place un mécanisme de coordination formel, ainsi qu'un système de suivi permettant de suivre les résultats de leurs activités. La dernière édition de l'exposition avait regroupé 10 pays africains et est devenue un événement marquant pour la ville.

Initiative de Brital pour aider les réfugiés syriens

Par rapport à d'autres villes, Brital a dû faire face à une situation d'urgence avec un afflux rapide de réfugiés syriens (plus de 8 500 personnes sur 25 000 habitants). La ville a dû accueillir ces nouveaux arrivants et atténuer l'impact sur ses résidents. En l'absence d'un soutien suffisant du gouvernement central, la municipalité a commencé à collaborer activement avec les acteurs locaux pour trouver des solutions adaptées à la crise. La ville a alors joué un rôle essentiel dans la définition des besoins et des partenaires potentiels pour y répondre. Ainsi, la municipalité a organisé la coordination à deux niveaux, avec les réfugiés et les locaux, mais également avec les organisations de la société civile, les organisations internationales et les bailleurs de fonds. La situation aurait pu rapidement se détériorer, mais les preneurs de décisions à Brital avaient assuré une assistance de base aux nouveaux arrivants et contribué à limiter la pression exercée sur les services publics locaux.

«Soyez un migrant et parlez de la citoyenneté à Málaga» par l'Association marocaine pour l'intégration des Migrant.e.s

Cette initiative a impliqué la municipalité de Málaga, l'Association Marocaine pour l'Intégration des Migrant.e.s et diverses organisations de la société civile locales étroitement liées aux communautés de migrants. L'initiative visait à ce que les migrants vivant à Málaga promeuvent des échanges culturels sur ce qu'est-ce qu'un migrant et ce qu'ils pensent de la citoyenneté. Diverses activités ont été organisées, regroupant responsables, communautés d'accueil et migrants, afin d'encourager l'établissement de nouvelles relations entre les communautés qui n'interagissent pas généralement.

Coopération entre Meknès et la Confédération des Élèves, Étudiants et Stagiaires Africains Étrangers au Maroc

Cette initiative devait combler le fossé entre la municipalité et les OSC représentant la participation d'étudiants et de stagiaires africains à l'espace public. La ville de Meknès a commencé à travailler plus étroitement avec la Confédération des Élèves, Étudiants et Stagiaires Africains Étrangers au Maroc et est sur le point de signer un accord formel avec cette organisation. Cela devrait ouvrir la voie à la conception d'un plan d'action annuel qui sera mis en œuvre conjointement par l'OSC et la ville. Comme indiqué par Meknès, le résultat le plus prometteur de cette coopération a été une meilleure inclusion des étudiants africains dans les événements locaux et le déploiement d'efforts supplémentaires de la part de la municipalité pour les intégrer aux décisions locales.

Projet d'appui à l'amélioration des politiques publiques au Cameroun en matière de respect du droit à un logement décent, Caritas Douala

Dans le cadre de ce projet, Caritas a travaillé en étroite collaboration avec les communautés locales de Douala pour les sensibiliser à leurs droits en matière d'accès à un logement décent et pour élaborer des propositions en faveur de meilleures politiques de logement. Caritas a travaillé en étroite collaboration avec les autorités locales pour accroître leur connaissance des problèmes locaux en matière de logement, pour diffuser les résultats de leurs recherches et pour faire pression afin d'adopter de meilleures politiques. À la suite de ce projet, les résidents qui avaient été expulsés ou

risquaient d'être déplacés à l'avenir, se sont regroupés, ont eu accès à des informations et ont commencé à plaider en faveur d'un changement de politique.

Dispositif d'accompagnement des migrants, Terre d'Asile Tunisie

Le projet vise à améliorer les conditions des populations migrantes en Tunisie, commençant par une meilleure intégration sociale et économique des migrants et aboutissant au respect de leurs droits. Pour ce faire, Terre d'Asile a renforcé la coordination avec les autorités locales afin de les sensibiliser davantage aux défis auxquels font face les migrants et d'orienter ces derniers vers les services locaux adéquats. Cela a conduit à divers mécanismes de coopération, allant de partenariats officiels entre le gouvernement et les organisations non gouvernementales à la coordination informelle (par exemple, renvois de cas spécifiques). Grâce au travail de Terre d'Asile, cette initiative a permis d'améliorer la prestation de services aux migrants, de sensibiliser davantage les acteurs locaux et les ONG aux droits des migrants et de renforcer la coordination dans son ensemble.

Renforcement des capacités et des connaissances en matière de droit d'asile, Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme

L'initiative mise en œuvre par la Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme visait à améliorer la connaissance des représentants des gouvernements, des médias et des organisations de la société civile sur les droits des demandeurs d'asile et des réfugiés. La Ligue a organisé une série de séances de formation et d'échange de connaissances sur des thèmes liés aux droits des réfugiés en Tunisie. Le projet a finalement abouti à la création d'un réseau d'OSC pour défendre les droits des réfugiés, à l'amélioration de l'intégration locale des réfugiés et à la rédaction d'une nouvelle loi sur l'asile.

Assurer la coopération par l'éducation, Société Ayady Al Khair de Secours et de Charité

Ce projet vise à promouvoir une meilleure connaissance des droits des migrants parmi les autorités qui gèrent le Centre de Détention pour Migrants (MDC) à Tajoura. La Société Ayady Al Khair de Secours et de Charité travaille avec trois autres organisations de la société civile pour diffuser des informations sur les droits des migrants et le cadre juridique dans lequel le MDC opère, mais établit également des ponts entre les autorités locales (en particulier celles qui gèrent le centre) et les OSC. Les ONG prévoient d'organiser une série d'ateliers de sensibilisation aux problèmes auxquels sont confrontés les migrants en Libye.